



**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

# **Crise financière internationale: Quel impact pour l'économie nationale**

**Par M. Mohamed CHAFIKI  
Directeur des Etudes et des Prévisions Financières**

**01 décembre 2008**



# Contexte international marqué par de profondes mutations

---

- Dans un contexte de mondialisation et d'interdépendance des économies, le Maroc a renforcé son ouverture et sa stratégie d'intégration à l'Union Européenne ;
- Une dynamique de réformes, de modernisation, d'ouverture, de démocratisation et d'adhésion aux valeurs universelles des droits de l'homme, ...;
- Un environnement international mutant se traduisant par des incertitudes, des risques, des opportunités à saisir par l'économie nationale dans le cadre d'une vision fondée sur des partenariats stratégiques et une compétitivité régionale globale (zone euro Méditerranéenne, Union Pour la Méditerranée, Maghreb, ...).



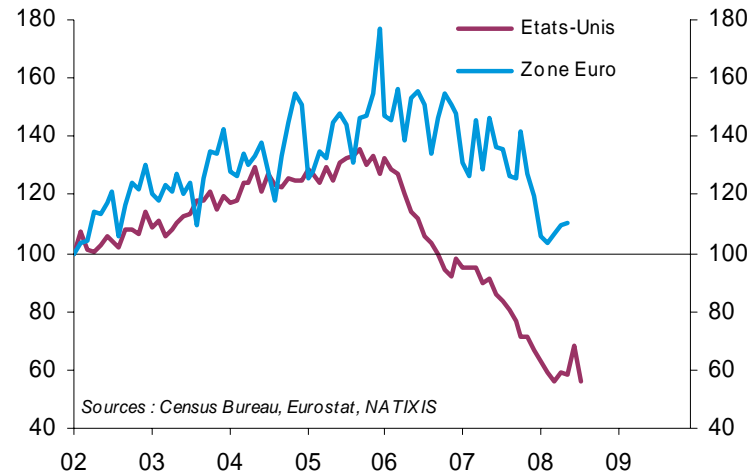
# Une crise financière aigue

---

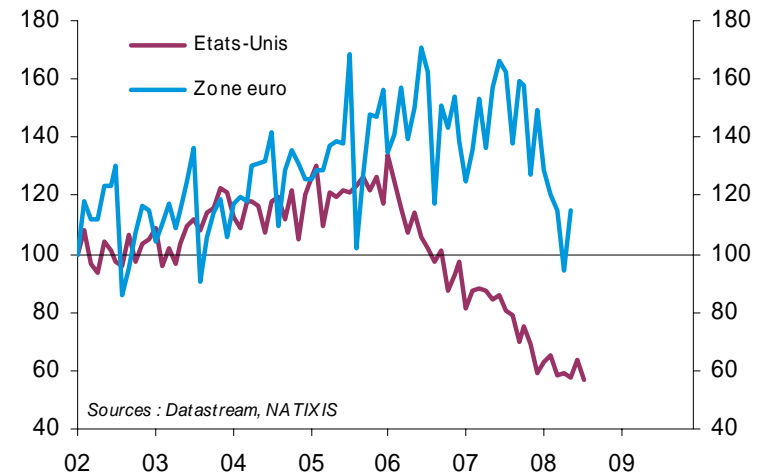
- **Retournement de la situation de surliquidité sur le marché américain**
  - Éclatement de la bulle immobilière : baisse de la valeur des actifs et apparition des premières difficultés (faillite de Lehman Brothers, ...);
  - Crise de confiance généralisée : les banques n'accordent plus de crédits même sur le marché interbancaire ;
  - Répercussion de la crise sur le secteur réel.
  
- **Réaction des États et des banques centrales**
  - Plan de sauvegarde américain : 700 MM.\$ ;
  - Plan de sauvegarde européen : 2000 MM. Euros ;
  - Prise de participation publique dans les banques ;
  - Concertation et coordination des politiques monétaires à l'échelle internationale (baisse des taux directeurs des banques centrales, injections de liquidités, ...) ;
  - Vers un nouveau Bretton Woods.

# Une crise immobilière plus sévère aux Etats-Unis qu'en zone euro

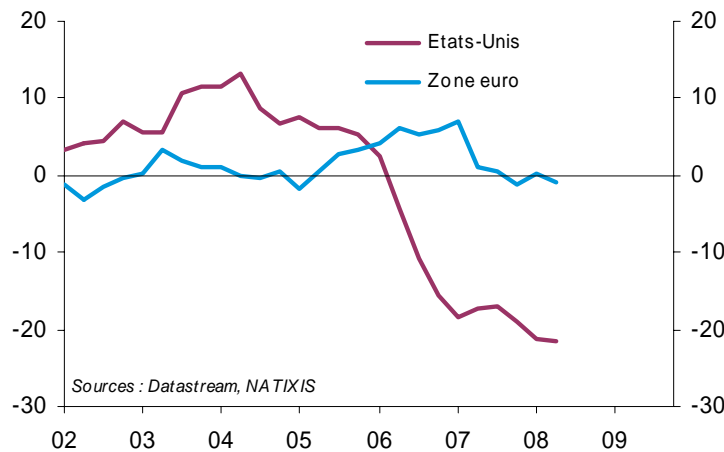
Permis de construire (100 en 2002:1)



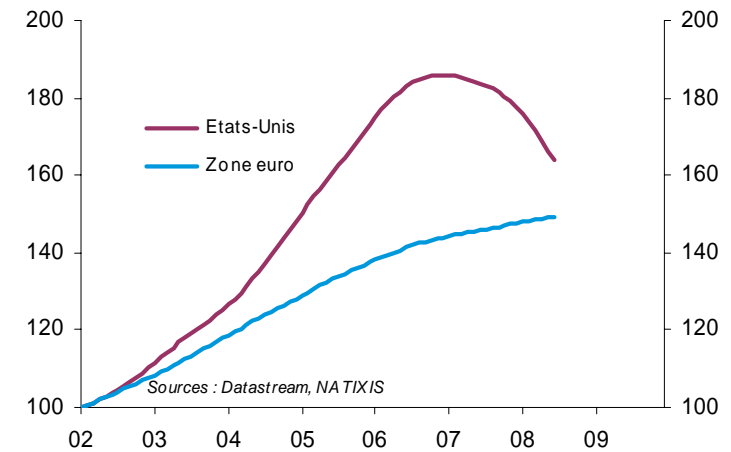
Mises en chantier (100 en 2002:1)




Investissement en logement des ménages (volume, GA en %)



Prix de l'imobilier (100 en 2002:1)





## Fort ralentissement de la croissance mondiale attendu en 2009

---

- Freinage important et durable de la demande des ménages, amplifié par ses effets sur l'emploi et les revenus
- Face à des salaires en faible hausse, la consommation des ménages ne pourra pas se redresser cette fois-ci sous l'effet d'une hausse de l'endettement, les banques ne prêtant plus.
- Longue période de désendettement des ménages (Etats-Unis) comme au Japon dans les années 90.

# Impact différencié sur l'économie réelle

<b>Révision des prévisions de croissance dans le monde</b>			
	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
1. Croissance de l'économie mondiale en %			
<b>Monde</b>	<b>5,0</b>	<b>3,7</b>	<b>2,2</b>
<b>Economies avancées</b>	2,6	1,4	-0,3
Etats-Unis	2,0	1,4	-0,7
Japon	2,1	0,5	-0,2
Zone Euro	2,6	1,2	-0,5
France	2,2	0,8	-0,5
Espagne	3,7	1,4	-0,7
<b>Economies émergentes</b>	<b>8,0</b>	<b>6,7</b>	<b>5,1</b>
2. Taux de croissance des échanges extérieurs de B&S	7,2	4,6	2,1
3. Inflation en %			
Pays les plus développés	2,2	3,6	1,4
Economies émergentes et pays en développement	6,4	9,2	7,2



---

Quel impact sur l'économie nationale?



# Impact limité de la crise financière....

---

- **Sur le secteur financier (1/2):**

- **Les banques marocaines ne détiennent pas de créances hypothécaires « toxiques» ;**
- **Les avoirs des banques marocaines à l'étranger restent modestes par rapport à leurs fonds propres (1,2%);**
- **Les engagements des entreprises marocaines en devises représentent à peine 3,3% des crédits qui leur sont accordés par les banques ;**
- **Évolution soutenue des fondamentaux, corroborée par les indicateurs conjoncturels du secteur:**
  - **Crédits bancaires accordés à la clientèle à fin septembre 2008: +26% en glissement annuel**
  - **Crédit immobiliers: +43,4%**
  - **Crédits à la consommation: +36,5%**



## Impact limité de la crise financière....

---

### ○ **Sur le secteur financier (2/2):**


- ⇒ **Les investissements étrangers à la Bourse de Casablanca revêtent un caractère essentiellement stratégique, la part du flottant ne dépassent pas 1,8% ;**
- ⇒ **Elle est détenue par des actionnaires de référence et non par des investisseurs financiers, ce qui confère au secteur une certaine stabilité et le met à l'abri des risques de contagion.**
- ⇒ **La dette extérieure publique est dans sa quasi-totalité une dette à moyen et long termes.**



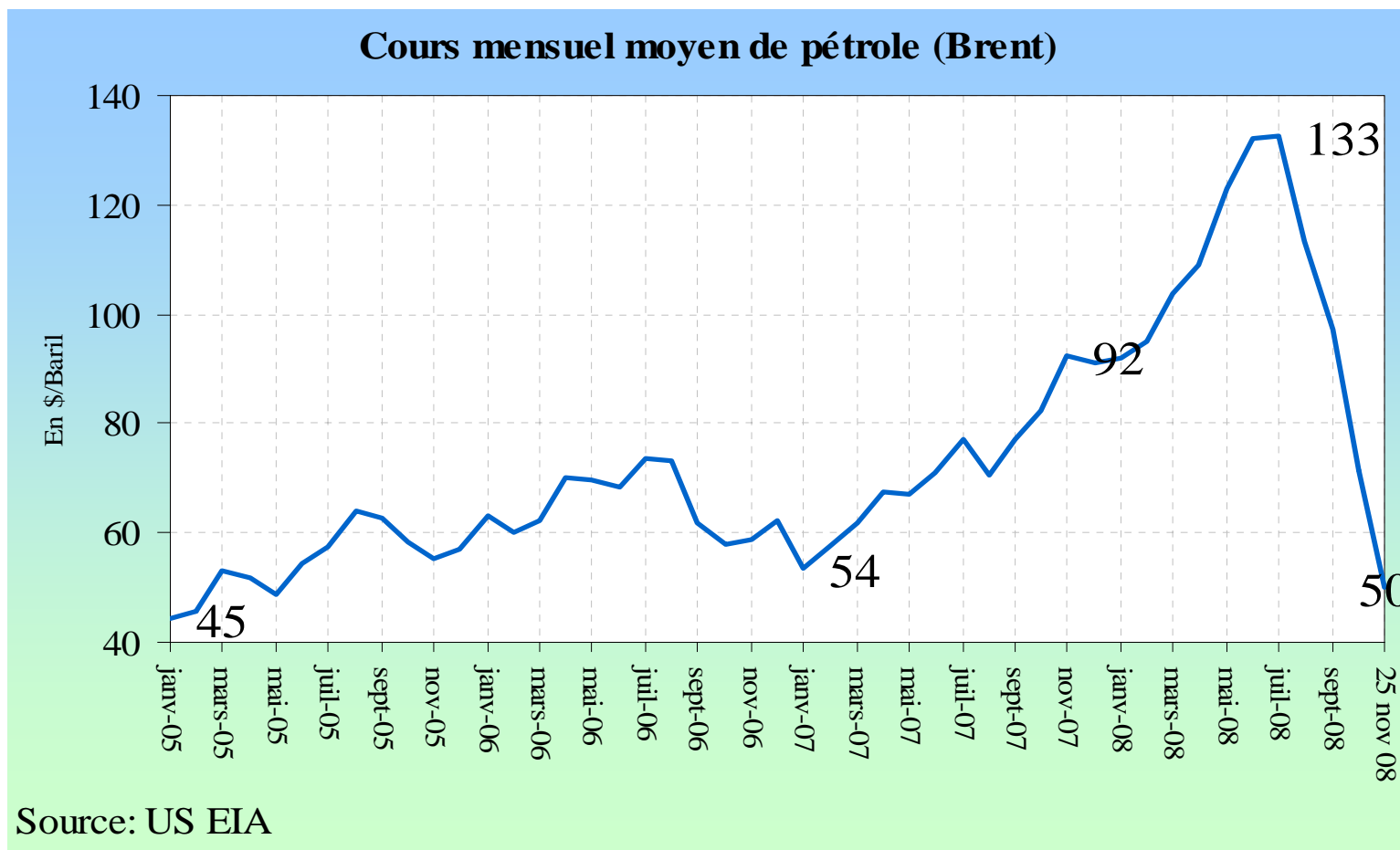
# *Incidences possibles de la crise internationale*

---

## **Sur le secteur réel :**

- **Les répercussions négatives qui risquent d'affecter l'économie nationale seraient enregistrées essentiellement au niveau :**
  - **du tourisme**
  - **des transferts des MRE**
  - **des investissements directs étrangers.**
  - **de la demande étrangère adressée au Maroc**
  
- **Cependant, malgré les risques**  **Existence d'opportunités réelles.**
  
- **Les zones non globalisées et ayant un régime de change fixe peuvent être favorisées.**
  
- **De plus la crise peut favoriser :**
  - **La baisse des cours internationaux du pétrole et des matières premières;**
  - **Le renforcement de l'attractivité du Maroc: performance macroéconomique et solidité du secteur financier.**

# *Repli du cours des matières premières dont le pétrole*





# *Résilience de l'économie nationale face aux chocs*

---

- *Les réformes initiées par le Gouvernement ont renforcé la résilience de l'économie et sa capacité à faire face aux chocs.*
  - *Rapport du FMI : « La performance économique récente du Maroc est favorable grâce à une économie plus diversifiée, une situation budgétaire consolidée et un secteur financier solide. Le Maroc est bien positionné pour poursuivre son développement malgré la conjoncture mondiale difficile».*
  - *Rapport du FMI : « le secteur financier est capable de résister aux chocs,... stable, convenablement capitalisé et rentable.. »*
  - *Fitch Ratings : « ... la crise financière internationale actuelle aura un effet mineur sur l'économie marocaine, ... » ;*
  - *L'octroi du « Statut Avancé » au Maroc témoigne de la confiance de nos partenaires ;*
  - *Adhésion du Maroc au Comité d'investissement de l'OCDE.*

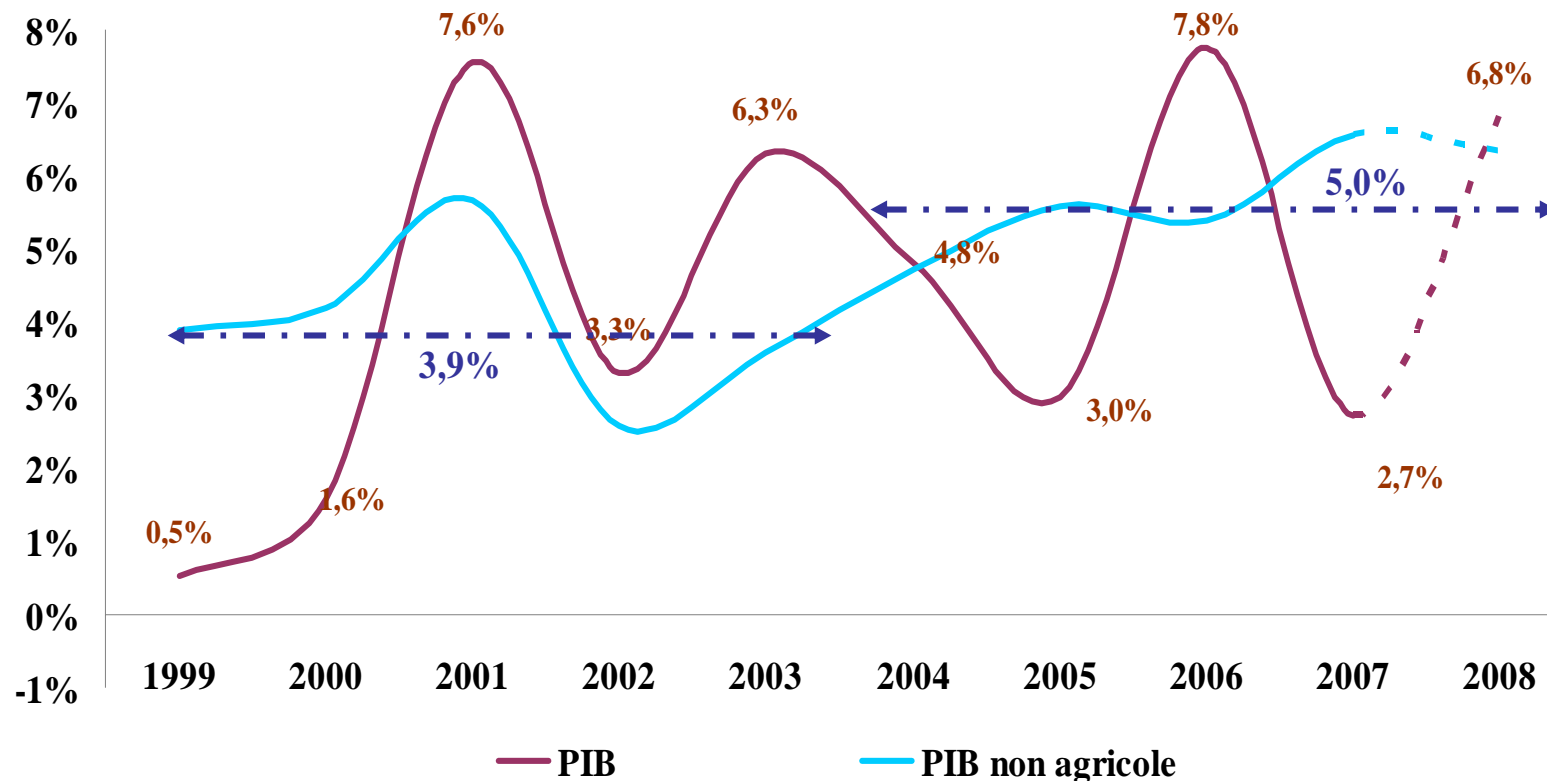


## *Environnement macro-économique stable*

---

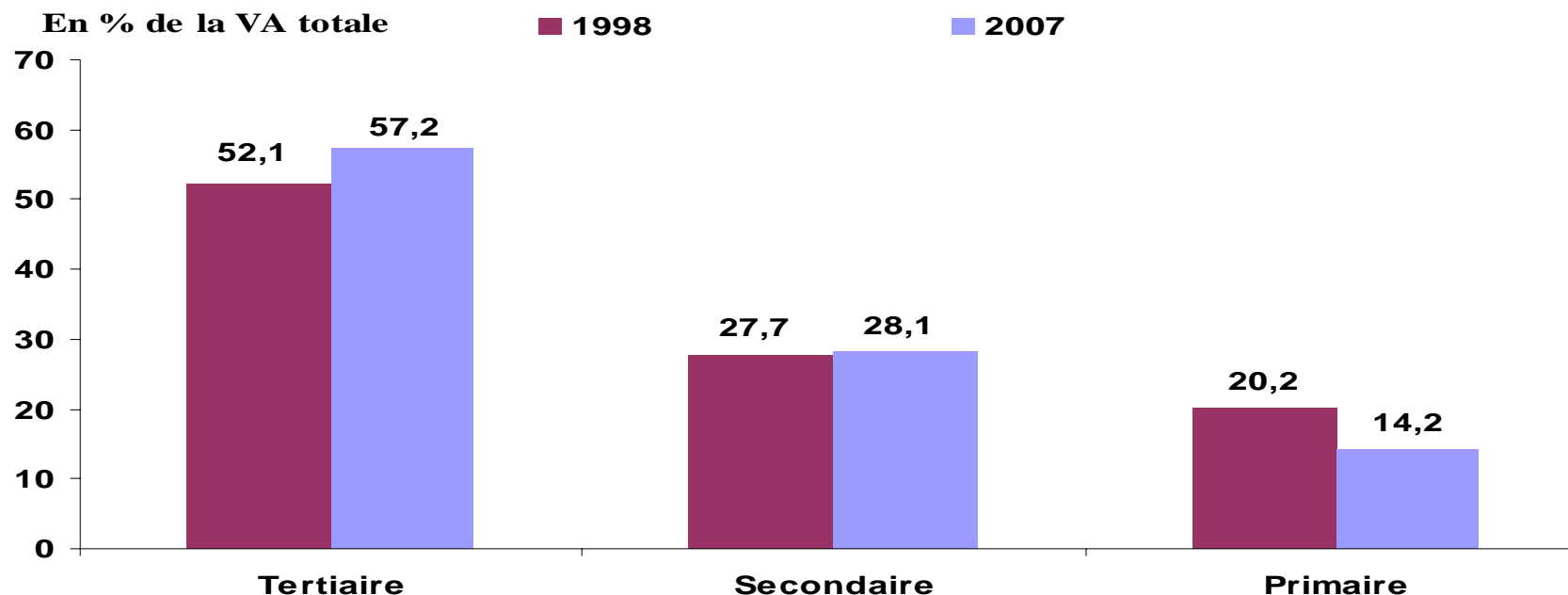
- *L'économie nationale a connu de profondes mutations structurelles au cours des dernières années :*
  - *Consolidation du rythme de la croissance et diversification des sources de croissance ;*
  - *Maîtrise de l'inflation autour de 1,8% et ce, malgré la hausse des prix du pétrole et des matières premières ;*
  - *Réalisation d'un excédent du compte courant en dépit de l'aggravation de la balance commerciale ;*
  - *Contrôle du déficit budgétaire et réduction du niveau de l'endettement : endettement global du Trésor réduit de 7,3 points du PIB au cours des cinq dernières années pour se situer à 53,6% en 2007 ;*
  - *Indicateurs sociaux améliorés, notamment au niveau du taux de chômage qui a continué à suivre sa courbe décroissante pour atteindre 9,8% en 2007 et baisse du taux de pauvreté à 9% contre 15,3% en 2001.*

## *Forte croissance en dépit d'un contexte difficile ...*



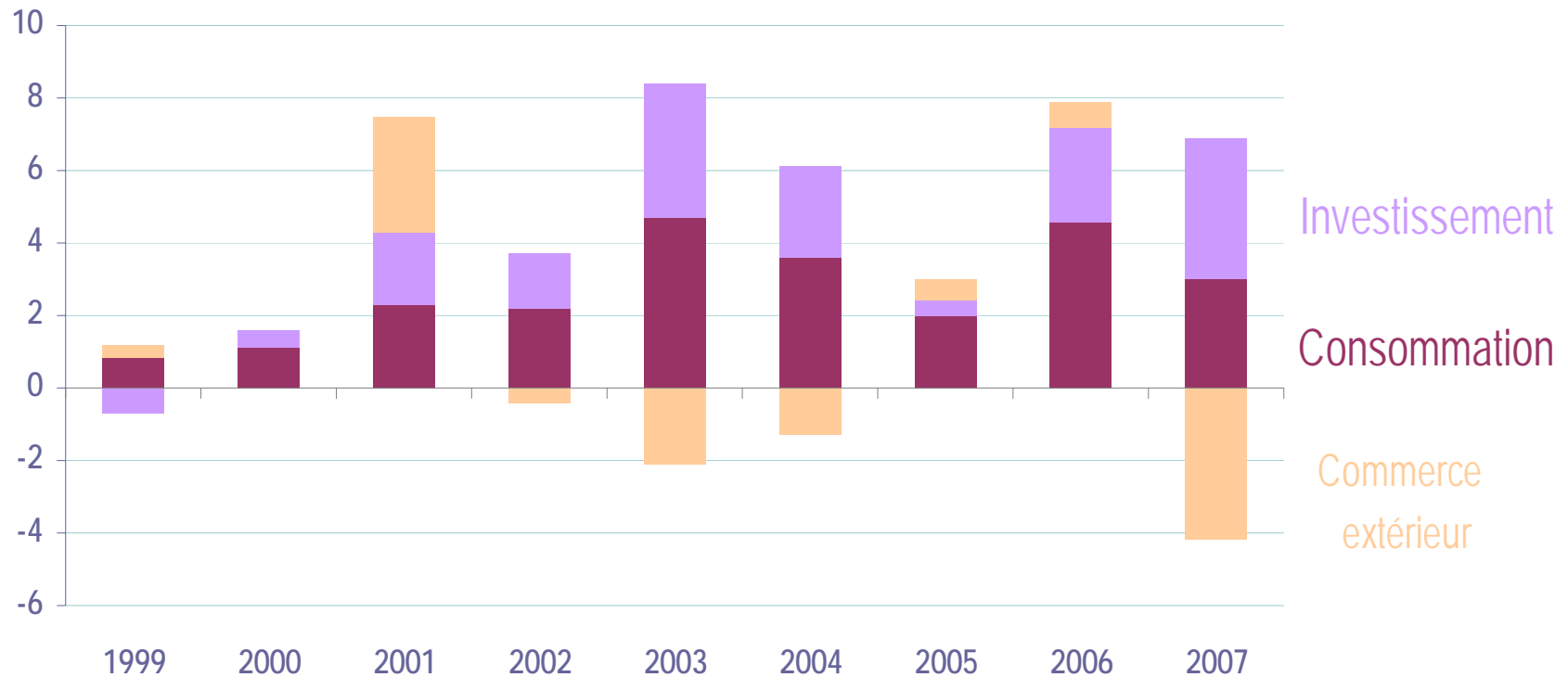
- Forte croissance en dépit d'un environnement peu favorable (renchérissement des prix des matières premières, ralentissement de la croissance mondiale, crise de liquidité dans les marchés financiers mondiaux, sécheresse, hausse de la charge de compensation, ...)
- Progression de 5% du PIB en 2004-2008 contre 3,9% en 1999-2003 grâce aux politiques économiques, financières et sectorielles menées et aux réformes et chantiers ouverts ;
- ... accompagnée d'une nette réduction de la volatilité de la croissance du PIB : 2,8 points entre 2004 et 2007 après 6,7 points entre 1999 et 2003.

## *Transformation structurelle, orientée en grande partie vers la tertiarisation ...*



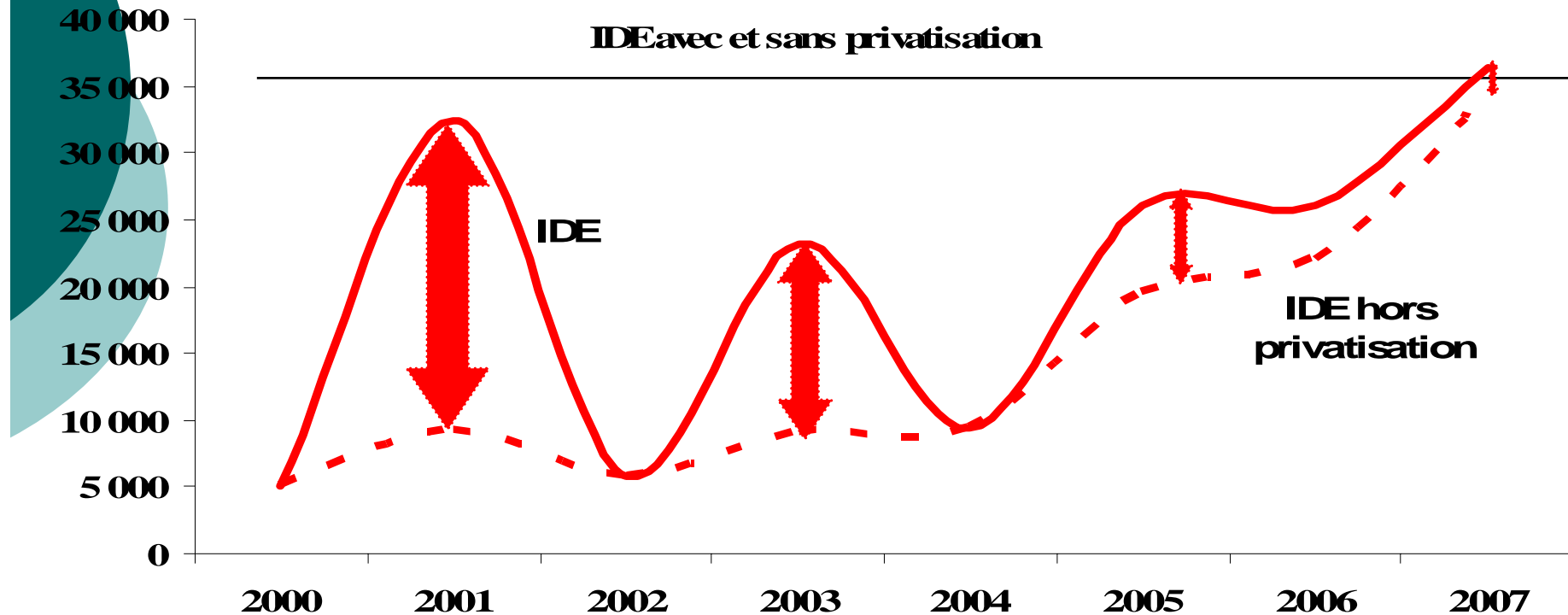
- Accès à un nouveau palier de croissance passant de 4% durant la période 1999-2003 à 5,6% en moyenne sur la période 2004-2007;
- ... accompagné d'une tertiarisation du tissu productif national : la part des activités tertiaires dans la valeur ajoutée totale est passée de 52,1% en 1998 à 57,2% en 2007.
- Ce palier a été atteint suite au dynamisme continu de plusieurs secteurs comme le BTP, le tourisme, le commerce, les télécommunications et les services rendus aux entreprises.

## *Croissance tirée davantage par la demande intérieure*



- **La consommation et l'investissement sont les principaux déterminants de la croissance avec une contribution de 3,6 et de 2,6 points respectivement entre 2003 et 2007;**
- **Le solde des échanges extérieurs a contribué négativement à la croissance économique avec 1,3 point suite au développement des importations à un rythme supérieur à celui des exportations.**

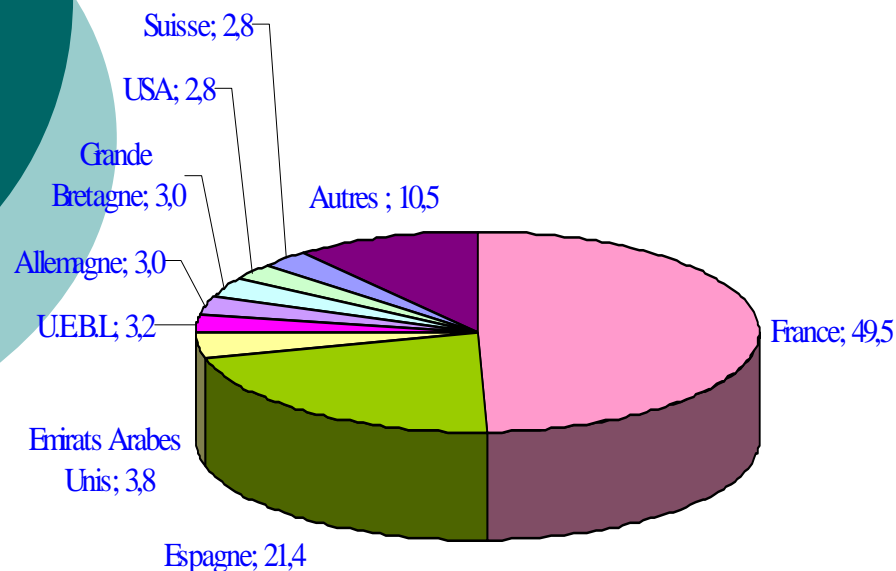
## *Rôle croissant des IDE*



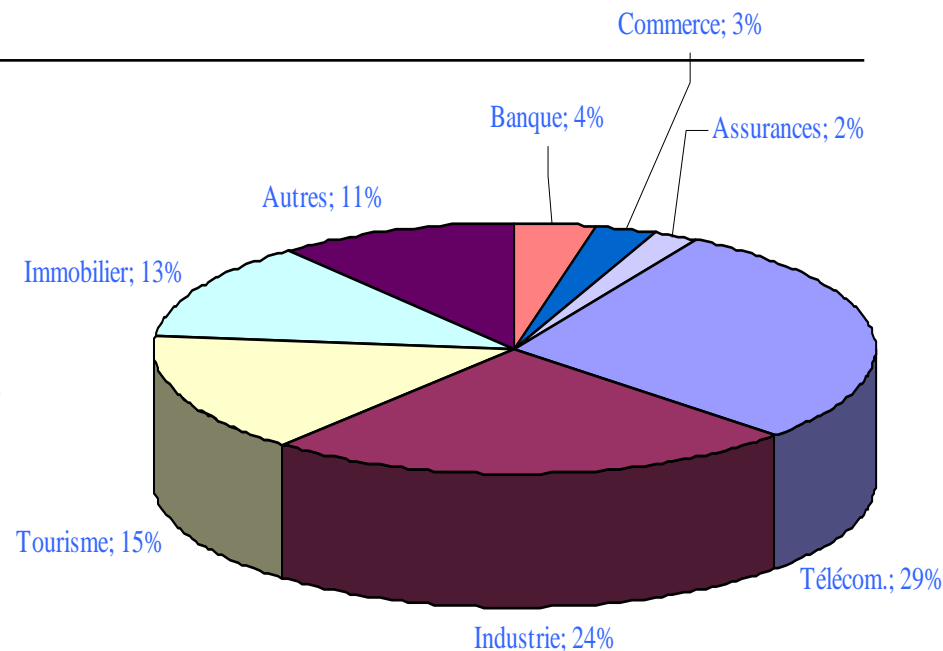
- Essor important des IDE au Maroc au cours des dernières années, passant de 5 milliards de DH en 2000 à 33,6 milliards en 2007.
- Amélioration progressive de leur part dans la FBCF et dans le PIB de 4,9% en 2000 à 18,9% en 2007 pour la FBCF et de 1,3% à 5,9% pour le PIB.
- Expansion des IDE essentiellement dans les secteurs de télécommunications, l'industrie, l'immobilier, le tourisme et les banques.

## *La France est la principale source de l'IDE au Maroc*

Répartition géographique des IDE au Maroc (2000-2007)

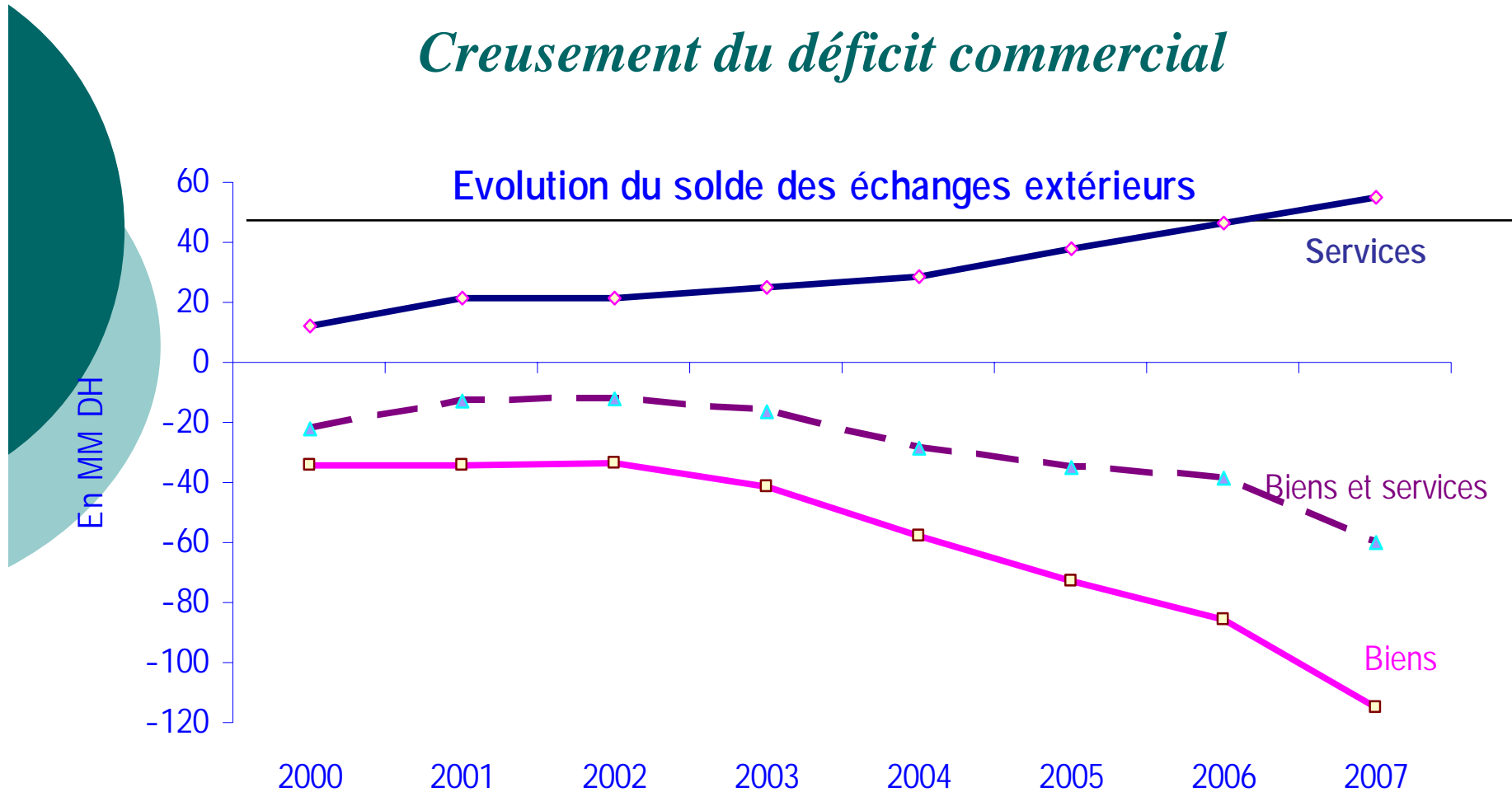


Répartition sectorielle des IDE (2000/07, en %)



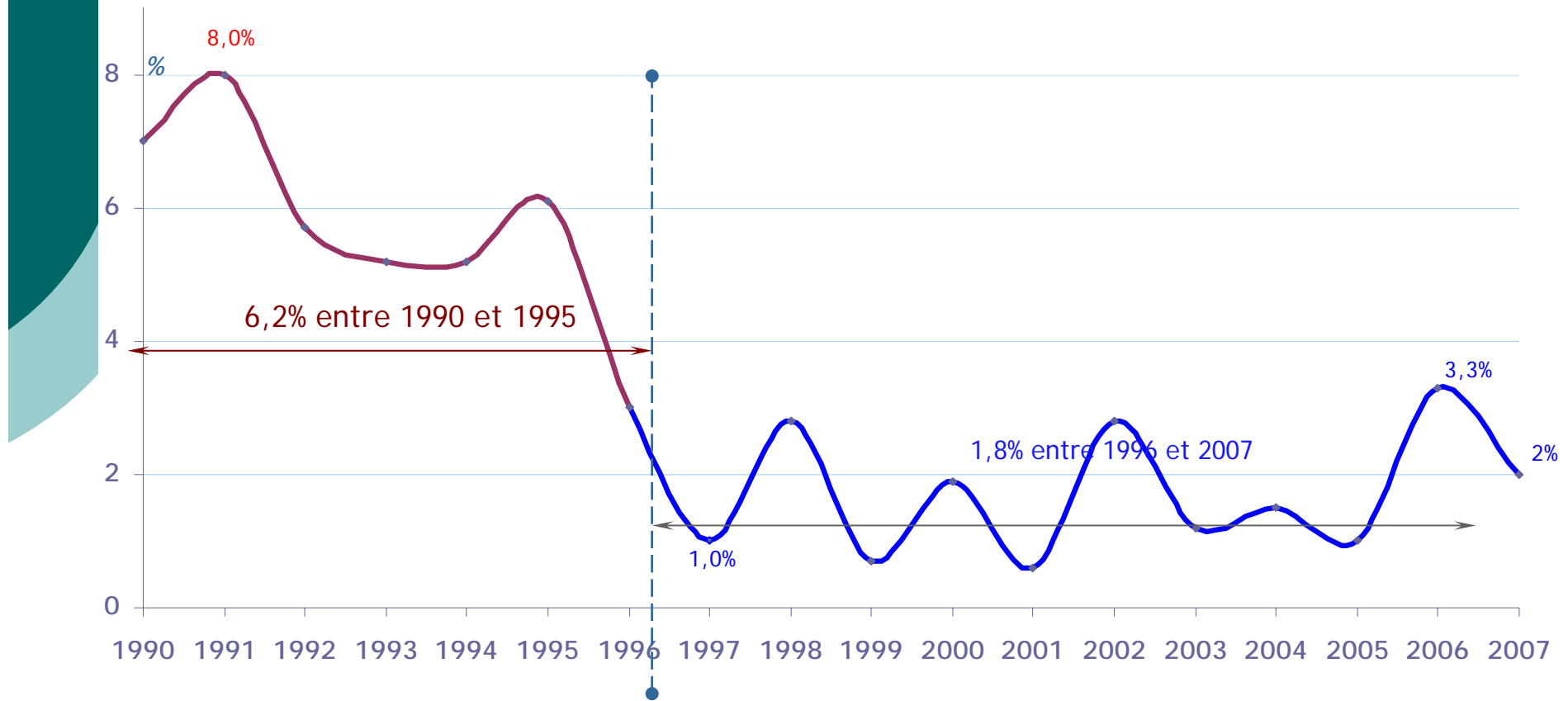
- **Les IDE de l'UE au Maroc occupent une place très importante.**
- **La France détient à elle seule 50% des investissements directs au Maroc, au cours de la période 2000-2007 suivie par l'Espagne de 21,4%.**
- **Prépondérance des télécommunications et de l'industrie (53%).**

# Creusement du déficit commercial



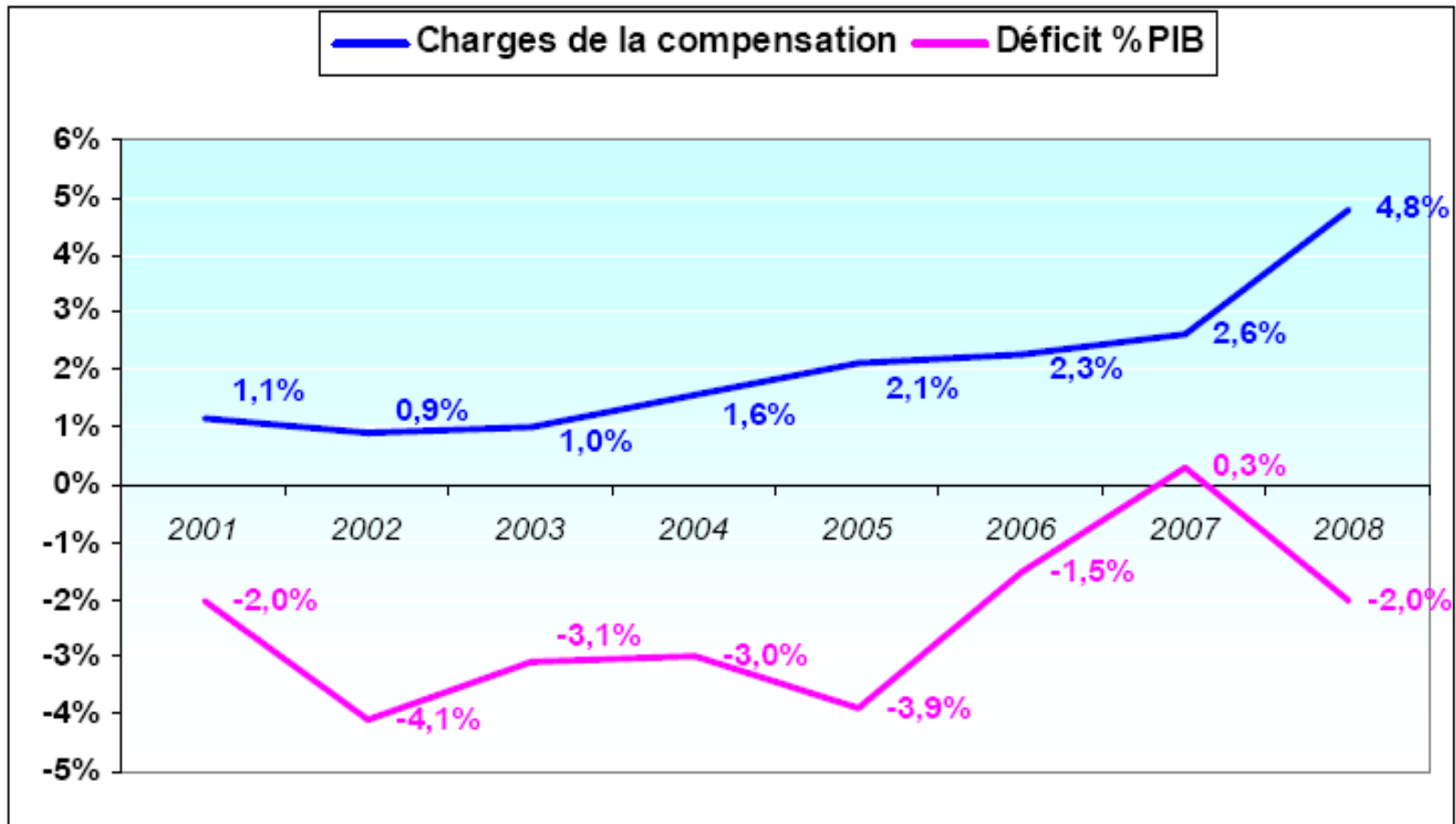
- **Creusement du déficit commercial en lien avec le dynamisme de l'activité économique, l'effort d'investissement et de mise à niveau de l'appareil productif et avec la hausse des prix des matières premières ;**
- **Forte contribution des services dans la réduction du déficit commercial.**
- **Notre pays a préservé un compte courant proche de l'équilibre.**

## Maîtrise de l'inflation



- **Maîtrise de l'inflation : taux passant de 6,2% entre 1990 et 1995 à 1,8% entre 1996 et 2007 suite à une politique monétaire prudente et à un financement non inflationniste du déficit budgétaire. Cette maîtrise a contribué au renforcement de la compétitivité de l'économie nationale et à la préservation du pouvoir d'achat des ménages;**
- **A fin octobre 2008, le taux d'inflation a maintenu le même niveau enregistré depuis le mois d'août, soit 3,8%, en relation avec la hausse des prix des produits alimentaires (+6,8%), particulièrement les produits frais.**

## *Forte capacité de résistance aux chocs*



- **Le Maroc a absorbé les chocs (hausse des cours des matières premières, sécheresse...), en préservant son équilibre budgétaire.**



## *Ces évolutions ont eu un impact positif sur les indicateurs sociaux*

---

- **Amélioration du revenu par habitant de 6,1%, passant de 15798 en 2001 à 21748 DH en 2007 ;**
- **Baisse du taux de chômage à moins de 10% au niveau national (14% en milieu urbain ) ;**
- **Baisse du taux de la pauvreté de 15,3% en 2001 à 9% en 2007 ;**



## *L'année 2008 confirme les évolutions structurelles positives*

<b>PIB</b>	7,0% (1 <sup>er</sup> T.), 6,5% (2 <sup>ème</sup> T.)
<b>Production céréalière</b>	51,2 MQX en progression de 118%
<b>+Pêche artisanale et côtière (10 mois)</b>	+28% en valeur / +13,2% en volume
<b>BTP</b>	
○ <b>Ventes de ciment (10 mois)</b>	+12%
• <b>Crédits immobiliers (9 mois par rapport à fin déc 2007)</b>	28 MM.DH additionnels / +26,6%
<b>Production de l'énergie électrique (9 mois)</b>	+8%
○ <b>Phosphate (exportations)</b>	+217%
○ <b>Acide phosphorique (exportations)</b>	+204,3%
<b>Industrie de transformation (fin juin)</b>	4,9%

## *L'année 2008 confirme les évolutions structurelles positives*

### Secteur des télécommunications (Fin septembre)

- *Mobile* +16,2% / 22.3 Millions d'abonnés
- *Internet* +40,7% / 689 545 abonnés
- *Fixe* +25,1% / 2.83 Millions d'abonnés

-Tourisme (Nombre de touristes) +8%

Crédits bancaires à l'économie (par rapport fin 2007) 70,3 Milliards de DH

- *Immobilier* +28 Milliards de DH

- *Équipement* +10,6 Milliards de DH

Certificats négatifs accordés par l'OMPIC +6%

Commission interministérielle des investissements 40 projets d'investissement approuvés 37 Milliards de DH

Inflation (10 mois) +3,8%

Taux de chômage (3ème Trimestre 2008) 9,9%

- Milieu urbain 15,5%

## *L'année 2008 confirme les évolutions structurelles positives*

### **Commerce extérieur (fin septembre)**

**Importations** **32,1%**

*Céréales* +60,3%

*Pétrole* +35,4%

*Biens d'équipement* +27,2%

**Exportations** **34,6%**

*Chiffre d'affaires à l'export de l'OCP*

+169,3%

*Agrumes*

+9,9%

*Produits de la pêche*

+13,4%

**Taux de couverture**

**50,1% contre 49,2% un an auparavant**

**Recettes touristiques**

**-0,7%**

**Transferts des MRE**

**+1,5%**

**Recettes des centres d'appels**

**+23,7%**

**IDE en MMDH**

**24,3**

### **Finances Publiques**

Recettes

**127 MMDH/ +18%**

Dépenses

**120 MMDH/ +20**

Déficit budgétaire en % du PIB

**-2,0%**



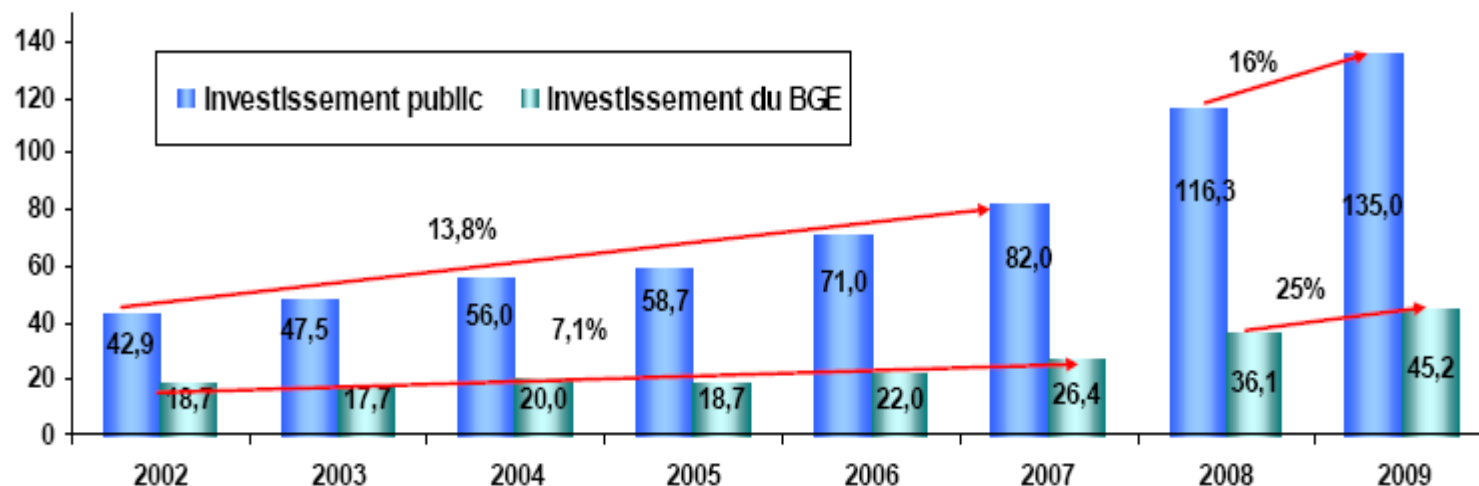
## *Un projet de loi de Finances 2009 qui consolide la croissance, répond à la conjoncture, conforte les partenariats, ...*

---

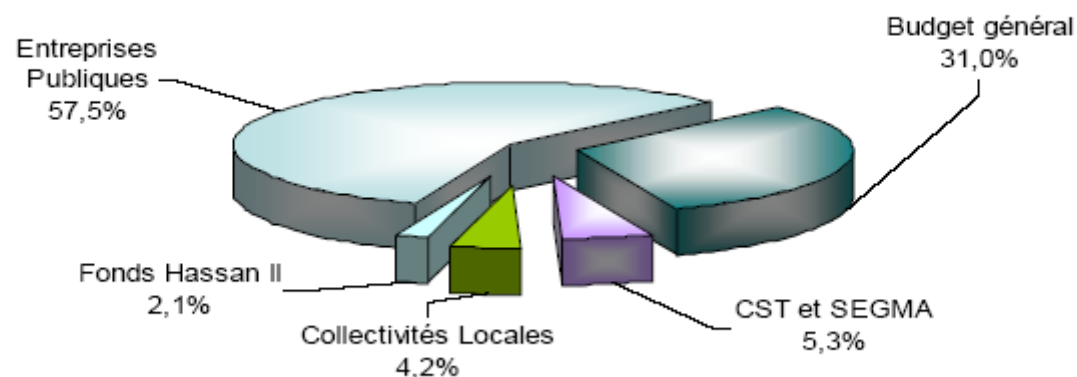
- **Maintenir un sentier de croissance élevé malgré le contexte international défavorable :**
  - Forte progression de l'investissement public (135 MMDH: +18%) ;
  - Amélioration du pouvoir d'achat et relance de la consommation;
  - Promotion des exportations ;
  - Diversification des sources de la croissance à travers le renforcement des politiques sectorielles en cours et la mise en œuvre de nouvelles politiques sectorielles (agriculture, eau, énergie,...) ;
  - Amélioration de l'environnement des affaires.
  
- **Donner une nouvelle impulsion au développement humain**
  - Augmentation de l'effort budgétaire accordé à certains secteurs prioritaires (éducation, santé, habitat, milieu rural, INDH,..).
  
- **Croissance de 5,8% après 6,8% en 2008**
- **Inflation : 2,9%**
- **Déficit budgétaire : 2,9% du PIB.**

# Intensification de l'investissement public

Evolution de l'investissement public et de l'investissement du Budget Général durant la période 2002-2009



Répartition de l'investissement public en 2009





## *Relance de la consommation et l'amélioration du pouvoir d'achat*

---

### **A travers:**

- **Compensation ;**
- **Augmentation des salaires;**
- **Réforme fiscale, notamment l'IR;**
- **Introduction de mécanismes de soutien dans le cadre du ciblage**



# *Promotion des Exportations*

---

- **Développement de la commercialisation et la promotion des produits à l'export profitant des opportunités créées par les stratégies sectorielles nouvelles : agriculture, Industrie, offshoring...;**
- **Amélioration de la compétitivité des PME à l'export essentiellement à travers l'exploitation des possibilités offertes par les différents accords de libre échange;**
- **Création d'un fonds d'appui aux exportations d'un montant de 500 MDH dont 250 MDH au titre de 2009.**
  - **Promotion des produits Marocains dans les marchés cibles : Forums, campagnes de communication autour de la qualité des produits ;**
  - **Appui aux consortiums pour promouvoir les exportations;**
  - **Renforcement de l'information et de la communication dans le domaine de l'exportation.**



## *Renforcement des secteurs exportateurs*

---

- Industrie
- Tourisme
- Artisanat
- Produits phosphatés



## *Industrie : « Plan Émergence »*

---

- **Élargissement de la plateforme industrielle et mise à niveau des moyens de productions:** Automobile, aéronautique, nanotechnologie, électronique, off-shoring et industries alimentaires et textile ;
- **Création de zones industrielles, de technopoles intégrés et d'agro-pôles :** Casablanca, Kenitra, Rabat, Tanger, Fès, Jorf Lasfar, Meknès, Berkane, Beni Mellal ...;
- **Renforcement de la formation et son adaptation aux besoins :** formation de 200.000 stagiaires ;
- **Mise à niveau des petites et moyennes entreprises :** allocation de 600 MDH dont 125 MDH en 2008 ;
- **Mise en oeuvre d'une nouvelle vision du secteur des technologies de l'information ;**



# *Tourisme*

---

- **Renforcement des capacités d'accueil** : Création de 160.000 lits nouveaux à la Plage Blanche, Taghazout, Mogador, Mazagan, , Loukous et diterranéa ;
- **Plan Mada'in pour le développement régional touristique (75.500 lits)**;
- **Plan Biladi pour le développement du tourisme local (30.000 lits)**;
- **Renforcement des actions de formation : 70.000 stagiaires** ;



## *Artisanat*

---

- *Émergence d'acteurs de référence pour le développement des exportations ;*
- *Relèvement du revenu des artisans et amélioration de leurs conditions de travail;*
- *Renforcement de la formation dans le secteur .*



## *Plan de développement du secteur des phosphates*

---

- **Renforcement de la structure institutionnelle et financière du Groupe OCP:** Transformation en société anonyme, externalisation de la caisse de retraite (34 MMDH), ouverture de son capital aux investisseurs institutionnels publics;
- **Mise en place d'un pôle industriel international leader dans l'industrie phosphatière à Jorf Lasfar, attractif pour les investissements étrangers directs;**
- **Réduction des exportations du phosphate brut au profit des dérivés et des engrais de 52% à 30%;**
- **Renforcement de la compétitivité à travers une amélioration de la qualité du minerai avec un coût compétitif;**
- **Infrastructures intégrées d'un niveau mondial à Jorf Lasfar :** unités chimiques, réserve foncière, plateforme logistique intégrée (port, unités de productions et services spécialisés dans le domaine).



## *Plan de développement du secteur des Phosphates*

---

- Investissement programmé durant la période 2008-2012 estimé à 37 MMDH;
- Relèvement de la capacité d'extraction annuelle à 50 millions de tonnes contre 27 millions de tonnes actuellement;
- Réalisation de 4 stations de traitement du phosphate d'une capacité de 40 millions de tonnes ;
- Transfert du phosphate traité de Casablanca vers Jorf Lasfar .
- Le chiffre d'affaires atteindra 66 MMDH en 2008 contre 28 MMDH en 2007;
- Hausse de la part du Groupe OCP dans les exportations de 18,1% en 2007 à 35% en 2009.



# *Soutien à l'essor et au renforcement des PME*

---

## **La réforme tarifaire:**

- Baisse du droit d'importation maximale de 40% à 35% ;
- Réduction progressive des quotités tarifaires du droit d'importation de 6 actuellement à 4 à l'horizon de 2012 ;
- Réduction à 10% du droit d'importation applicable sur les poissons (article 3 de la tarification des droits de douane) ;
- Prolongation de l'exonération de la taxe intérieure de consommation appliquée sur le gaz du pétrole et les autres hydrocarbures gazeux non compris les gaz liquides ;
- Prolongation de l'exonération des droits et taxes sur importation appliqués sur les matières et produits transformables importés par la société Phosboucraâ.



## *Amélioration de l'environnement des affaires et de la Gouvernance*

---

- **La réalisation de cet objectif sera menée à travers :**
  - La poursuite de la réforme et le renforcement de la justice.
  - L'engagement de mesures de lutte contre la corruption.
  - La mise en place du dispositif et des mécanismes permettant l'exercice d'une saine concurrence, et
  - La mise en place du Conseil Economique et Social qui renforcera le dialogue entre les partenaires économiques et sociaux et permettra de dégager plus de visibilité pour les acteurs économiques.



# Conclusion

---

- Le PLF permet le maintien d'un sentier de croissance élevé, malgré un contexte international perturbé, et donner une nouvelle impulsion au développement humain.
- Ce projet, a pris en compte le nouveau contexte international et a décliné un ensemble de mesures visant à réduire l'impact de cette crise sur notre économie.
- Une attitude de veille et de vigilance vis-à-vis du développement de la conjoncture aussi bien nationale qu'internationale est bien installée.
- La consolidation de nos fondamentaux participera au renouvellement de la confiance, déjà confirmée par la communauté internationale, des opérateurs économiques et de nos partenaires internationaux dans les perspectives de notre économie.



Merci pour votre attention